

OPTIMISER LE SAVOIR

DANS LA
SOCIÉTÉ DE
L'INFORMATION



ICSU

International Council for Science

ISS
Conseil
international



CISS
des sciences sociales

>> SAVOIR ET INFORMATION

Le savoir (dans quelque domaine que ce soit) donne à ceux qui le créent et le possèdent la capacité de mener des actions intellectuelles et physiques. Le savoir est par principe une question de capacité, de compétences, de formation et d'apprentissage cognitifs.

L'information, pour sa part, prend la forme de données structurées et formatées qui restent passives et inertes jusqu'à ce qu'elles soient utilisées par ceux qui possèdent le savoir nécessaire pour les interpréter et les traiter.

Le savoir scientifique est le savoir qui a été légitimé et validé par un procédé de recherche scientifique systématique. La science dispose d'une dynamique interne concernant l'amélioration du savoir. D'autres formes de savoir (savoir expérientiel) permettent également la mise en place d'actions mais elles ne sont pas reconnues comme ayant les mêmes propriétés en termes de fiabilité et de généralité.

Le savoir expérientiel peut être traditionnel ou moderne. Il est fréquemment spécifique à un contexte local et il s'acquiert par un apprentissage individuel et collectif. Le savoir expérientiel est rarement validé ou testé de manière systématique. Il est toutefois dynamique et utilisé par chacun de nous dans notre quotidien. Ce savoir ne doit pas être confondu avec une pseudo science qui est largement statique (qui évolue seulement en opposition à la science systématique) et ne profite guère à la société.

UNE SOCIÉTÉ DU SAVOIR EST

- ✦ une société dans laquelle la production et la dissémination de l'information et du savoir scientifiques fonctionnent bien et dans laquelle la transmission et l'utilisation du savoir expérientiel sont optimisées ;
- ✦ une société dans laquelle l'information de ceux qui ont un savoir expérientiel est utilisée avec celle des experts scientifiques et techniques afin d'informer les décideurs.

DEFIS

Les conditions de création et d'organisation du savoir ont été profondément transformées sur le plan de la vitesse avec laquelle le savoir est produit, de la décentralisation de la participation à cette création et de l'intégration de nouveaux acteurs. Ces changements ont des conséquences importantes pour la société dans son ensemble. La pleine réalisation de l'ensemble de leurs avantages dépendra de **la mise en place de conditions sociales, institutionnelles et économiques optimales.**

Les défis comprennent :

- ❖ **Intégration du savoir** : Le savoir tend à se fragmenter car il devient complexe et spécialisé. La fragmentation du savoir rend difficile la formation d'une perspective à la fois large et intégrée. Cela peut constituer une source d'inefficacité et d'ignorance au niveau local et avoir des conséquences graves au niveau des prises de décisions globales.
- ❖ **Mémoire** : Bien souvent, nous ne sauvegardons plus les documents en papier mais des ensembles d'instructions qui doivent être interprétées, gérées et présentées par du matériel et des logiciels appropriés. Par conséquent, tout manque d'attention à l'égard des composants complémentaires d'un système de connaissances (continuité des langages, programmes permettant l'accès à des fichiers plus anciens) risque d'altérer de manière irréversible la mémoire collective de la société.
- ❖ **Certification et validation** : Les nouvelles méthodes doivent être conçues dans le but de certifier l'information circulant sur l'Internet dans un certain contexte où les inputs ne sont plus sujets ni au contrôle qualité, ni aux mécanismes d'examen par des pairs associés aux publications sur papier.
- ❖ **Transmission du savoir au-delà des frontières** : Transférer le savoir entre différentes institutions, secteurs ou cultures peut s'avérer difficile à mettre en place.

La fracture du savoir

Fracture Nord-Sud du savoir : L'accès universel à l'information sur le Web ne résoudra pas à elle seule la fracture du savoir. Transformer les contenus du Web en savoirs pertinents ayant une valeur sociale et économique nécessite la mise en place d'une capacité sur les plans individuel et institutionnel.

La privatisation du savoir : L'utilisation excessive des droits de propriété intellectuelle (DPI) peut entraver l'innovation et le développement. Il s'agit là d'une question particulièrement importante en ce qui concerne la libre circulation de l'information scientifique.

Les avantages du savoir expérientiel : Le savoir expérientiel constitue dans de nombreuses situations un complément important au savoir scientifique. Une meilleure compréhension et une meilleure intégration du savoir expérientiel et scientifique sont cruciales pour mettre pleinement en œuvre les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

>> **Augmenter l'utilisation des TIC pour soutenir l'intégration des pays, communautés et individus dans la société du savoir** et faire la promotion des actions collectives et de l'apprentissage social. Les TIC ne fournissent pas seulement un bon système de stockage de l'information mais également l'infrastructure de dissémination du savoir et de l'apprentissage et de l'accès à distance. Ainsi, ils sont des outils précieux pour la création et l'expansion des communautés virtuelles du savoir qui rassemblent un savoir à la fois scientifique et expérientiel.

ACTIONS REQUISES

>> **Encourager la coopération entre la recherche scientifique et d'autres détenteurs du savoir.** Les citoyens disposent d'une expertise dans de nombreux domaines. Ils ont un savoir expérientiel important.

L'utilisation optimale de ce type de savoir est nécessaire pour traiter de manière complète les domaines prioritaires clés pour le développement durable : eau, environnement, santé, agriculture et biodiversité.

>> **Faire la promotion des mécanismes institutionnels afin de protéger le domaine public de l'information contre les excès de la privatisation.** Reconstruire les biens publics scientifiques et intellectuels est nécessaire pour contrebalancer les effets pervers provenant d'un environnement très protectionniste sur le plan de la propriété intellectuelle.

>> **Renforcer les infrastructures de savoir ayant fait leurs preuves (bibliothèques, archives et musées : BAM) en tant que compléments nécessaires au Web et créer de nouvelles logiques économiques pour les soutenir.** Durant des siècles, les BAM ont fonctionné comme un bien public soutenu par le financement public et/ou le soutien des institutions philanthropiques à but non lucratif. La méthode de mesure de la contribution des BAM au bien-être social est très rudimentaire. Le développement de l'Internet comme source concurrente d'information nécessite des méthodes d'évaluation plus rigoureuses.

>> **Faire la promotion des programmes éducatifs et de formation afin d'aider les gens à acquérir les compétences nécessaires pour réussir dans une économie fondée sur le savoir.** Maîtriser la gestion de l'information et du savoir est essentiel. Reconnaître cette notion permet de développer un certain nombre de compétences génériques dont tout le monde a besoin : partager, trier et mémoriser, communiquer, codifier, récupérer, etc.

>> **Développer la recherche** afin d'améliorer notre compréhension sur de nombreuses questions liées à la production, à la transmission et à l'utilisation efficace du savoir. Très peu de pays ont pris ce défi au sérieux. Par exemple, relativement peu de jeunes scientifiques développent l'expertise ou l'expérience nécessaire à relever les défis complexes des TIC dans la société du savoir.



L'infrastructure du savoir : les BAMs et le web

Les sociétés ont bâti et alimenté durant plus de deux millénaires des institutions afin de rassembler, d'organiser, de préserver et de fournir un accès au savoir. Il est important de reconnaître l'importance et le rôle permanents de ces institutions (bibliothèques, archives et musées (BAM)) dans l'ère du savoir. Les BAM, le Web et les forces du marché sont complémentaires dans quatre domaines :

- **accès** : alors que les technologies de l'information et de la communication (TIC) créent des opportunités permettant de faciliter l'accès à l'information, les bibliothèques servent toujours à équilibrer les disparités d'accès car elles fournissent un accès gratuit aux supports que les gens ne peuvent acquérir ;
- **assurance qualité** : le Web est facile d'utilisation et fournit un accès rapide à de nombreuses informations. Cependant, la qualité de ces informations est très variable. Le rôle des BAM dans la garantie d'accès à des informations de haute qualité est par conséquent crucial dans les activités d'enseignement et de recherche ;
- **mémoire sociale** : une fonction essentielle des BAM est l'accumulation et la préservation du savoir qui peut un jour s'avérer d'une importance vitale ; une fonction que le Web ne peut assumer ;
- **propriété de l'information** : alors que certaines restrictions de copyright sur des contenus numériques sont devenues tellement limitatives qu'elles risquent d'être contre-productives pour l'innovation et la génération du savoir, une fonction sociale fondamentale des BAM consiste à préserver un large domaine public de l'information.

Favoriser les interactions

Des avantages importants peuvent être obtenus lorsque les citoyens, qui ont un savoir spécifique et spécialisé, sont mis en situation de participer effectivement au processus de recherche et de prise de décision. Le domaine de la santé représente sur ce point un bon exemple. En effet, les non-spécialistes possèdent un savoir expérientiel qui complète la recherche scientifique et dans lequel l'inclusion de groupes de patients dans la prise de décision y a déjà été pratiquée. Les approches participatives impliquant l'étroite collaboration entre des profanes, des scientifiques et des décisionnaires sont également de plus en plus souvent adoptées dans des domaines comme la recherche environnementale et l'éducation.



LA SCIENCE DANS LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

En mars 2003, plus de 60 experts (scientifiques de renom et représentants des organisations internationales) ont été invités à l'UNESCO à Paris pour réfléchir sur le rôle de la science dans la société de l'information. Les Participants ont développé un **Plan d'Action global** destiné à toutes les parties intéressées par l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour une société meilleure.

PLAN D'ACTION

- >> Garantir que toutes les universités et les institutions de recherche disposent de connexions Internet haut-débit abordables et fiables afin de soutenir leur rôle dans la production de l'information et de la connaissance, de l'éducation et de la formation.
- >> Promouvoir le développement durable de capacités humaines et d'initiatives éducatives afin de garantir que tous les pays peuvent bénéficier des nouvelles opportunités offertes par les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour la production et le partage des informations et des données scientifiques.
- >> Garantir que toute législation sur la protection des bases de données garantit un accès complet et ouvert aux données développées grâce au financement public. De plus, les restrictions sur les données déposées doivent être conçues pour optimiser leur disponibilité vis-à-vis de la recherche universitaire et des objectifs éducatifs.
- >> Promouvoir les principes d'interopérabilité et les normes de métadonnées afin de faciliter la coopération et l'utilisation efficaces des informations et des données collectées.
- >> Apporter un soutien à long terme pour la collection, la préservation et la mise à disposition systématiques de données numériques essentielles dans tous les pays.
- >> Promouvoir la publication électronique, les programmes de tarification différentielle et les initiatives appropriées de sources ouvertes afin que l'information scientifique soit accessible sur une base équitable.
- >> Encourager les initiatives permettant d'augmenter la connaissance et la conscience scientifiques sur les moyens d'interpréter l'information scientifique basée sur le web.
- >> Soutenir en urgence la recherche nécessaire sur l'utilisation des technologies de l'information dans les domaines clés, tels que les systèmes d'information géographiques et la télémédecine, et sur la valeur socio-économique de l'information du domaine public et les systèmes d'accès ouvert.
- >> Reconnaître l'importance du rôle de la science dans le développement et la mise en œuvre de nouveaux mécanismes de gouvernance nécessaires dans la société de l'information.



CONSEIL INTERNATIONAL POUR LA SCIENCE (CIUS/ICSU)

51 Bd de Montmorency, 75016 Paris, France

e-mail: secretariat@icsu.org

<http://www.icsu.org>

Créé en 1931, le Conseil International pour la Science (CIUS/ICSU) est une organisation non gouvernementale qui rassemble des organisations scientifiques nationales du monde entier (101) ainsi que des associations scientifiques internationales (27).

CONSEIL INTERNATIONAL DES SCIENCES SOCIALES (CISS)

1, rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15, France

e-mail: issc@unesco.org

<http://www.unesco.org/ngo/issc>

Créé en 1952, le CISS est une organisation non gouvernementale, représentant les sciences sociales sur le plan mondial, avec 60 membres, comprenant des organismes nationaux et régionaux des sciences sociales, de même que les associations professionnelles internationales des disciplines principales.